

<https://xn--lecanardpublicain-jwb.net/spip.php?article50>



La société sous contrôle qu'on nous prépare

- Systèmes & société sous contrôle -

BIG BROTHER



**IS WATCHING
YOU**

Date de mise en ligne : jeudi 19 juillet 2007

Copyright © Le Canard républicain - Tous droits réservés

Sommaire

- [Le véritable objectif des \(...\)](#)
- [Le "modèle" britannique](#)
- ["Modèle" qui vient en fait \(...\)](#)
- [L'explosion de la population](#)
- [Sarkozy et la société sous \(...\)](#)
- [La société sous contrôle à \(...\)](#)
- [Conclusion du canard républicain](#)

Le dimanche 8 juillet 2007, dans le *Journal du dimanche*, nous avons appris que M. Sarkozy avait demandé à Mme Alliot-Marie (ministre de l'intérieur) "de réfléchir à un vaste plan d'installation de caméras dans nos réseaux de transports en commun" pour combattre la menace terroriste. Cette information est en continuité avec la déclaration du porte-parole du gouvernement, Laurent Wauquiez, qui le mardi 4 juillet annonçait que la France envisage désormais la mise en place d'un "plan de grande ampleur de caméras en France".

Le véritable objectif des dirigeants politiques

Sous couvert d'une pseudo-menace terroriste planant à chaque instant sur la France, il me semble qu'il ne faut pas perdre de vue le véritable objectif de M. Sarkozy et des personnes se cachant derrière celui-ci. Quel est-il ? Etablir en France la société sous contrôle existant de l'autre côté de l'atlantique, dans l'Empire américain. Je vous invite à lire l'article [Violence et société sous contrôle dans l'Empire américain](#) pour avoir une idée plus précise de ce thème et pour vérifier que cela ne relève pas d'une élucubration.

Le "modèle" britannique

M. Sarkozy, toujours dans cet article du *Journal du dimanche*, veut prendre modèle sur le Royaume-Uni : "Il y a 25 millions de caméras au Royaume-Uni, un million en France. Je suis très impressionné par l'efficacité de la police britannique grâce à ce réseau de caméras". Dans le journal *Le Monde* du 9 juillet 2007, on apprend que "les Britanniques sont le peuple le plus épié au monde : selon les chiffres les plus courants, le royaume abriterait en réalité 4,2 millions de caméras, soit une pour 14 personnes. Ces Close Circuit Televisions (ou CCTV) sont partout : dans la rue, sur les autoroutes, dans les trains, les bus, les couloirs du métro, les centres commerciaux ou les stades. Un Londonien peut être filmé jusqu'à 300 fois par jour [1]".

"Modèle" qui vient en fait des U.S.A.

Loïc Wacquant, dès avril 1999 dans *Le Monde diplomatique*, nous expliquait comment le modèle américain vint à

l'Europe - principalement en Grande-Bretagne - dans son article ["Ce vent punitif qui vient d'Amérique"](#). Je me contenterai uniquement de vous donner un petit extrait de cet article :

« Quelques mois après la visite de Charles Murray [2], l'IEA (Institute of Economic Affairs) invitait l'ex-chef de la police new-yorkaise, M. William Bratton, pour populariser la "tolérance zéro" au cours d'une conférence de presse maquillée en colloque à laquelle participaient des responsables de la police britannique. La "tolérance zéro" est en effet le complément policier de l'incarcération de masse à laquelle conduit la pénalisation de la misère en Grande-Bretagne comme aux Etats-Unis. Lors de cette rencontre, à laquelle des médias dociles donnèrent un grand retentissement, on apprit que "les forces de l'ordre en Angleterre et aux Etats-Unis s'accordent de plus en plus à penser que les comportements criminels et proto-criminels (subcriminel) comme le jet d'ordures, l'insulte, le graffiti et le vandalisme doivent être fermement réprimés afin d'empêcher des comportements criminels plus graves de se développer".

La rencontre se prolongea comme de coutume par la publication d'un ouvrage collectif, *Tolérance zéro : comment policer une société libre*, dont le titre résume la philosophie politique : "libre", c'est-à-dire libérale et non interventionniste "en haut", en matière de fiscalité et d'emploi notamment ; intrusive et intolérante "en bas", pour tout ce qui touche aux comportements publics des membres de classes populaires pris en tenaille par la généralisation du sous-emploi et du salariat précaire, d'un côté, le recul de la protection sociale et l'indigence des services publics, de l'autre.



Ces notions ont servi de cadre à la loi sur le crime et le désordre votée par le Parlement néo-travailliste en 1998, la plus répressive de l'après-guerre. Le premier ministre britannique motivait son soutien à la "tolérance zéro" en ces termes : " Il est important de dire que nous ne tolérons plus les infractions mineures. Le principe de base ici, c'est de dire que, oui, il est juste d'être intolérant envers les sans-abri dans la rue. "

Du Royaume-Uni, les notions et les dispositifs promus par les " boîtes à idées " néoconservatrices des Etats-Unis se sont répandus à travers l'Europe. »

L'explosion de la population carcérale sous l'ère Sarkozy

Dans l'éditorial du *Monde* du 07/07/07 , on apprenait que "la France ne cesse de battre ses propres records en matière de population carcérale : 64 000 personnes sont actuellement sous les verrous, soit 12 000 de plus que de places disponibles [...] Il (le gouvernement) prévoit, à terme, d'augmenter de 7 000 unités les capacités d'hébergement [...] Le tournant répressif engagé en 2001 a conduit, en cinq ans, 10 000 personnes supplémentaires derrière les barreaux". - je rappelle que M. Sarkozy fut ministre de l'Intérieur du 7 mai 2002 au 31 mars 2004 et du 31 mai 2005 au 26 mars 2007, avec un petit intermède 31 mars-29 novembre 2004 en tant que ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie -.



Sarkozy et la société sous contrôle

M. Sarkozy et la vidéosurveillance, ce n'est pas une nouveauté... En tant qu'ancien président du Conseil général des Hauts-de-Seine, département pilote dans ce domaine (voir l'article "[Les Hauts-de-Seine ont été un département pionnier](#)"), il a eu l'occasion de bien préparer son dossier...

Mais avec M. Sarkozy, ce n'est pas uniquement la vidéosurveillance. En tant qu'ancien ministre de l'Intérieur, il a permis, par [la loi sur la sécurité intérieure du 18 mars 2003](#)

-complétée par la Loi Perben -, que le fichage ADN, instauré en 1998 et limité à l'origine aux délinquants sexuels, soit étendu à toute personne soupçonnée d'un quelconque délit (sauf délit d'initié ou financier), et laissé au libre choix des policiers et des gendarmes, sans que les preuves de culpabilité ne soient obligatoirement établies [3]. Cette loi a permis le fichage génétique de faucheurs d'OGM, d'étudiants anti-CPE. Les personnes refusant de se laisser fiché risquent jusqu'à 15 000 euros d'amende et 1 an de prison.

Dans un article de Jean Marc Manach du 13/07/07, journal *Le Monde*, on apprenait que *"plus de la moitié des fichiers policiers contrôlés en 2006 par la CNIL [4] étaient erronés"*. Cet article rappelle que *"le rapport d'Alain Bauer consacré à l'amélioration du contrôle et de la gestion des fichiers de police et de gendarmerie, rendu public en 2006, donne une idée de l'ampleur du fichage policier. En 2005, le STIC (système de traitement des infractions constatées) était ainsi consulté près de 33 000 fois par jour. En 2006, il recensait près de 29 millions de procédures, 32 millions d'infractions, 22,5 millions de victimes et 4,7 millions de personnes "mises en cause". Judex (système judiciaire de documentation et d'exploitation), quant à lui, contiendrait 2,8 millions de fiches concernant des personnes "mises en cause", et serait consulté près de 7 500 fois par jour [5]"*.



La société sous contrôle à l'échelle européenne

Le développement exponentiel du fichage policier en France se met en place en fait à l'échelle européenne... dans l'Empire européen -ou dans l'Empire occidental-. En effet, dans un article du Monde du 13 juin 2007, on apprenait que *"les polices de l'Union européenne mettent en commun leurs fichiers biométriques. Les ministres européens de l'intérieur se sont entendus, mardi 12 juin, à Luxembourg pour mettre en réseau leurs fichiers de signatures génétiques ADN et d'empreintes digitales"*. Mais ce n'est pas tout... Toujours dans ce même article, il est écrit (je n'en suis pas revenu !) : *"le texte permet toutefois de créer des équipes d'enquêtes communes à deux pays et facilite le déploiement de policiers étrangers dans le cadre de grandes manifestations [6]"*.

Conclusion du canard républicain

Technologies de surveillance, "tolérance zéro", fichage, criminalisation de la misère... L'objectif des dirigeants politiques et des personnes qui se cachent derrière ces derniers -milliardaires, grands patrons, etc- , me semble assez clair : tenir sous contrôle de larges pans de la population -en particulier les dissidents, les défenseurs des droits de l'Homme, les journalistes, les leaders étudiants, les syndicalistes,...- afin d'éviter la remise en cause du système -et de l'Empire en construction- qui se lézarde de partout et qui immanquablement aboutira à une révolution

!

[1] Article de Nathalie Guibert et Jean-Pierre Langellier, *Le Monde* du 09/07/07, intitulé "*Nicolas Sarkozy entend développer le réseau de surveillance*".

[2] Charles Murray, *The Emerging British Underclass*, Institute of Economic Affairs, Londres, 1990. Charles Murray adjurait les Britanniques de comprimer drastiquement leur Etat-providence afin d'enrayer l'émergence d'une prétendue "*underclass*" de pauvres aliénés, dissolus et dangereux, cousine de celle qui "dévaste" les villes des Etats-Unis à la suite des mesures sociales instaurées lors de la "guerre à la pauvreté" des années 1960. De plus, M.Murray voyait la nécessité de faire peser la "*force civilisatrice du mariage*" sur les "*jeunes hommes noirs qui sont essentiellement des barbares*".

[3] [Voir le site : Collectif Refus ADN](#)

[4] CNIL : Commission nationale de l'informatique et des libertés. Dans son rapport d'activité publié lundi 9 juillet, elle a lancé "*une alerte à la société de surveillance*" qui menace "*la protection des données et nos libertés*". Le président de la CNIL, Alex Türk, met en garde : "*L'innovation technologique est à la fois porteuse de progrès et de dangers (...). Les individus sont tentés par le confort qu'elle procure, mais ils sont peu conscients des risques qu'elle comporte. Ils ne se préoccupent guère de la surveillance de leurs déplacements, de l'analyse de leurs comportements, de leurs relations, de leurs goûts*".

[5] Article de Jean-Marc Manach du 13/06/07, journal *Le Monde*, intitulé "*Plus de la moitié des fichiers policiers contrôlés en 2006 par la CNIL étaient erronés*".

[6] Article du *Monde* du 13/06/07 (dépêche AFP), intitulé "*Les polices de l'Union européenne mettent en commun leurs fichiers biométriques*".